

Directives de Tebboune

L'ENGAGEMENT DES WALIS

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7401 - LUNDI 26 SEPTEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

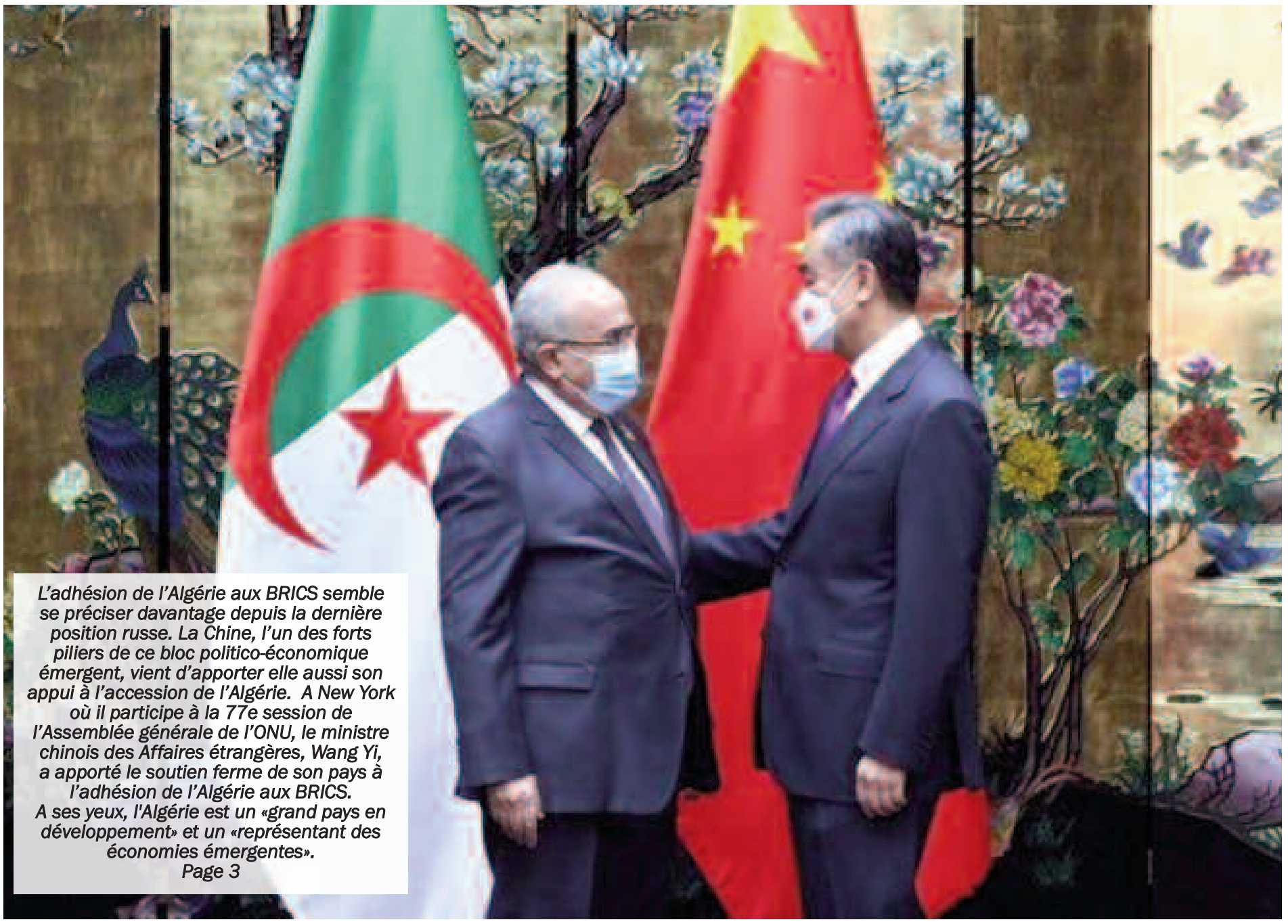
Résolution des crises internationales

LES EFFORTS DE L'ALGÉRIE SALUÉS

Page 2

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE AUX BRICS

LE FORT APPUI DE LA CHINE



L'adhésion de l'Algérie aux BRICS semble se préciser davantage depuis la dernière position russe. La Chine, l'un des forts piliers de ce bloc politico-économique émergent, vient d'apporter elle aussi son appui à l'accession de l'Algérie. A New York où il participe à la 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a apporté le soutien ferme de son pays à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS.
A ses yeux, l'Algérie est un «grand pays en développement» et un «représentant des économies émergentes».
Page 3

TRANSPORTS COLLECTIFS ET ACCIDENTS DE LA ROUTE

L'hécatombe !

Page 5

LOI SUR L'INVESTISSEMENT

SATISFECIT DU PATRONAT

Page 4

LIGUE 1

LE CSC SUR LA VOIE ROYALE ?

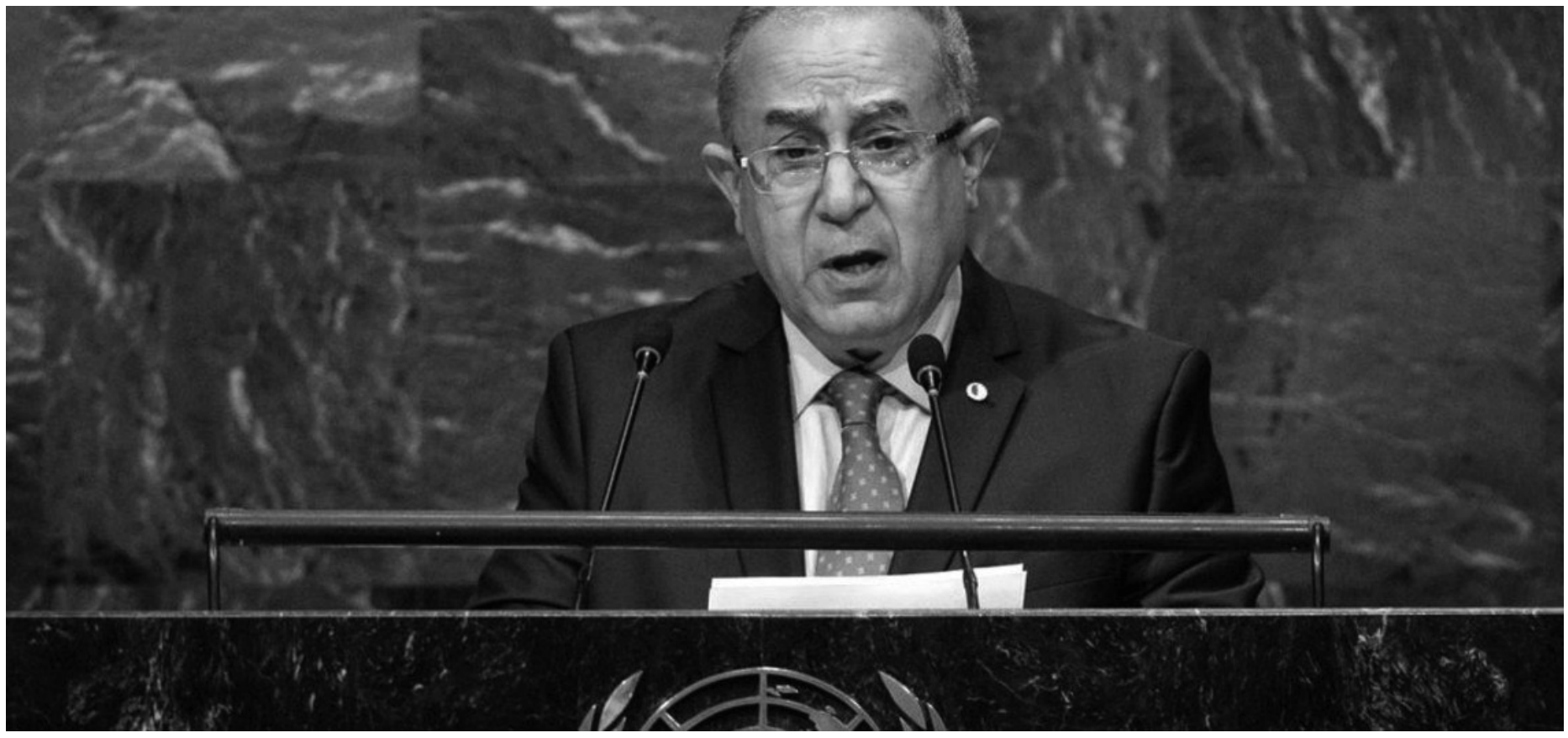
Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

RÉSOLUTION DES CRISES INTERNATIONALES

Les efforts de l'Algérie salués à l'ONU

Les efforts de l'Algérie pour régler les crises internationales et défendre le droit des peuples colonisés à l'autodétermination ont été hautement salués lors de la série de rencontres tenues par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, samedi à New York, avec des personnalités de haut rang en marge des travaux de la 77e Assemblée générale des Nations Unies.



L'intense activité de M. Lamamra au siège de l'ONU et la série de rencontres et de réunions de haut niveau qu'il a tenues ont été l'occasion de mettre en avant les priorités de la politique étrangère de l'Algérie et de réaffirmer ses positions de principe à l'égard des questions de libération dans le monde, des positions "hautement saluées" par plusieurs responsables qu'il a rencontrés.

L'Algérie est l'un des premiers pays à avoir exprimé son "plein soutien" à la demande officielle soumise par le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, pour que son pays (Etat observateur non membre actuellement) devienne membre à part entière de l'organisation onusienne. A part l'Algérie, aucun autre pays n'a pour l'heure commenté expressément cette demande palestinienne.

Lors de sa participation à la réunion ministérielle du Comité du Mouvement des Non-alignés sur la Palestine, M. Lamamra avait fait part du "soutien de l'Algérie à la demande palestinienne pour devenir le 194e Etat membre des Nations unies", soulignant que l'admission de la Palestine "contribuera au règlement de la question palestinienne et mettra la puissance occupante devant ses responsabilités".

Le chef de la diplomatie algérienne a en outre souligné que le prochain Sommet arabe d'Alger constituera une "étape importante pour faire avancer le dossier de la réconciliation inter-palestinienne et relancer le processus de paix au Moyen-Orient".

Partant du principe soutenant le droit des peuples colonisés à l'autodétermination, l'Algérie a réaffirmé, par la voix de son chef de la diplomatie, l'inéluctabilité de la décolonisation au Sahara occidental en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et à sa doctrine en matière de décolonisation.

Lors d'une rencontre avec le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, M. Lamamra a réitéré la "position constante et de principe de l'Algérie à l'égard de la juste cause sahraouie".

De son côté, le Président de la République du Timor-Oriental, lauréat du Prix Nobel de la paix, a salué lors d'une audience accordée à M. Lamamra à New York, "la Glorieuse histoire révolutionnaire de l'Algérie" qui "a toujours soutenu les droits des peuples colonisés dont le droit du peuple du Timor-Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance en 2002".

Il s'est en outre félicité "des liens profonds unissant les deux peuples, et fondés sur la solidarité et la lutte pour la libération".

Pour sa part, le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Csaba Korosi, a dit son admiration pour "le parcours riche et exceptionnel de la diplomatie algérienne dans la conduite des médiations pour le règlement des conflits", saluant le "rôle éminent" de l'Algérie dans la diffusion de la paix et de la stabilité.

Il a également formulé le souhait de voir l'Algérie apporter "sa sage contribution dans le traitement des défis qu'impose la crise en Ukraine".

M. Lamamra a saisi l'occasion de sa présence à New York pour tenir un nombre de rencontres bilatérales qui entrent dans le cadre du renforcement du partenariat et de la coordination des positions lors des fora internationaux, dont deux rencontres avec ses homologues russe et chinois pour évaluer les relations de partenariat stratégiques entre l'Algérie et ces deux pays, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les deux rencontres ont permis de relever l'évolution qualitative des relations d'amitié et de partenariat avec Moscou et Pékin qui fêtent cette année leur soixantième anniversaire et d'évoquer les préparatifs des prochaines échéances bilatérales et multilatérales.

M. Lamamra s'est entretenu également avec ses homologues du Pakistan, du Koweït, du Nicaragua, de la Mauritanie et de la Tanzanie, avec lesquels il a évoqué l'état des relations bilatérales et les voies et moyens de les développer, ainsi que les perspectives de renforcer la coordination autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun.

M. D.

LIVRAISONS DU GAZ ALGÉRIEN

Hausse des flux vers l'Italie

LE PDG du géant pétro-gazier italien (Eni), Claudio Descalzi, a confirmé dernièrement la hausse des flux algériens de gaz vers l'Italie. C'est ce qu'a rapporté l'agence de presse italienne Nova.

En effet, l'Algérie fournit de plus en plus de gaz à l'Italie conformément aux derniers accords entre les deux pays et les flux vont augmenter crescendo au fur et à mesure que les nouveaux gisement et projets de valorisation des puits entrent en production.

« Il y aura du gaz à l'automne : ce qui peut nous rassurer, c'est que le stockage se développe, les flux algériens ont atteint des débits de 83, 84, 85 millions de mètres cubes par jour, donc l'Algérie nous aide. Et c'est la raison pourquoi nous avons pu remplir les stocks », a déclaré le PDG d'Eni, Claudio Descalzi, en marge de l'événement« Technologie et innovation pour une transition énergétique »organisé par la Fédération italienne des chevaliers du travail.

Cette augmentation es flux permettra à l'Italie de recevoir plus de 1 milliard de m3 de gaz algérien en 12 jours. Les volumes quotidiens algériens livrés à l'Italie ont connu les derniers jours un pic de seulement 67 millions de m3 par jour. L'Augmentation est de 17 millions de m3 par jour. Ce qui permettra de à l'Italie de recevoir plus de 1,5 milliards de m3 supplémentaires avant la fin de l'année.

Avec un volume de 80 millions de m3 par jour de gaz vers l'Italie, l'Algérie approvisionnera Rome de plus de 7 milliards de m3 avant la fin de l'année.

Ce chiffre de 7 milliards de m3 ajouté à celui de 17,8 milliards de m3 déjà livrés depuis le début de 2022 permettra aux deux pays d'atteindre l'objectif de livrer plus de 25 milliards de m3 de gaz en 2022.

Par ailleurs, selon l'agence de presse italienne Nova qui cite des sources proches des négociations en cours entre Sonatrach et son partenaire espagnol Naturgy, les négociations entre l'Algérie et l'Espagne concernant le prix du gaz livré via le gazoduc Medgaz font l'objet d'intenses tractations. Mais la conjoncture est largement en faveur de l'Algérie qui pourrait tripler ou doubler le prix, selon la même source.

Indexé sur les prix du Brent (pétrole), l'envolée des prix du gaz sur le marché européen a poussé l'Algérie à revoir sa tarification en renégociant les prix avec ses partenaires notamment italiens, français et espagnols. Si les négociations avec l'Italie et la France ont été achevées et les accords signés, les tractations avec l'Espagne sont toujours en cours sur fond de crise diplomatique entre Alger et Madrid.

L'agence italienne explique, selon ses sources, que «cette forte augmentation est le scénario le plus probable si la demande d'Alger de modifier la référence passe de l'actuel indice Brent, qui valorise le baril de pétrole, à l'indice TTF du marché néerlandais (indice du marché du gaz en Europe), que l'UE s'apprête à modifier car il est jugé trop spéculatif ».

Hamid B.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE AUX BRICS

Le fort appui de la Chine

L'adhésion de l'Algérie aux BRICS semble se préciser davantage depuis la dernière posture russe. La Chine, l'un des forts piliers de ce bloc politico-économique émergent, vient d'apporter elle aussi son appui à l'accession de l'Algérie.



A New York ou il participe à la 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a apporté le soutien ferme de son pays à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. A ses yeux, l'Algérie est un «grand pays en développement» et un «représentant des économies émergentes».

«La Chine soutient l'Algérie dans son rôle de président tournant de la Ligue arabe et dans la bonne tenue du Sommet arabe et accueille favorablement son adhésion la famille des BRICS», a indiqué M. Wang, cité hier par l'agence Chine Nouvelle, à l'issue de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, en marge de la 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

BRICS est l'acronyme du bloc de marchés émergents regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et dont la présidence est assurée cette année par Pékin.

Le chef de la diplomatie chinoise a déclaré, par ailleurs, que son pays était "disposé à travailler avec l'Algérie pour jouer un rôle constructif dans la réalisation de la paix mondiale et du développement".

En juillet dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé que l'Algérie "s'intéresse aux BRICS, en ce qu'ils constituent une puissance économique et politique".

"L'adhésion à ce groupe mettrait l'Algérie, pays pionnier du non-alignement, à l'abri des tiraillements entre les deux pôles", avait-il assuré.

Samedi, lors de l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-Walis, M. Tebboune a affirmé que l'Algérie avait pour objectif le développement du produit intérieur de manière à pouvoir adhérer aux BRICS. "Nous nous préparons dans ce sens", a-t-il soutenu.

Pour rappel, l'ambassadeur de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, a déclaré dernièrement que Moscou ne s'opposait pas à la volonté de l'Algérie de rejoindre le groupe des BRICS. « La Russie n'a aucune objection au désir de l'Algérie de rejoindre le groupe BRICS, et le président Tebboune a écrit au président Poutine à ce sujet », a déclaré Shuvaev lors d'une conférence de presse au siège de l'ambassade de Russie en Algérie.

Le diplomate russe a indiqué qu'il y avait une décision préliminaire d'effectuer une visite du président Tebboune en Russie avant la fin de l'année. Valerian Shuvaev a révélé que des événements importants attendaient les relations bilatérales entre les deux pays jusqu'à la fin de l'année.

Il a ajouté : « Nous cherchons à élargir les domaines de la coopération civile entre l'Algérie et la Russie, et nous travaillons dur pour renforcer le partenariat dans le domaine de l'énergie, les mines, l'industrie et la recherche scientifique », selon la même source.

S. O. Brahim

DIRECTIVES DE TEBBOUNE

L'engagement des walis

PLUSIEURS WALIS ont affirmé, hier, leur engagement à mettre en œuvre les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre les collectivités locales au service du citoyen et créer de la richesse.

Dans ce contexte, le wali de Boumerdes, Yahiaten Yahia a affirmé, dans une déclaration à la presse, que les directives que le président de la République a données hier en présidant l'ouverture des travaux de la réunion Gouvernement-walis, "ont souligné l'impératif de mettre l'intérêt du citoyen au cœur de toute activité des collectivités locales", ajoutant que ces directives sont une "référence pour que les walis et les instances concernées par la chose publique, prennent en charge les préoccupations du citoyen".

A ce propos, le wali de Boumerdes s'est félicité de la volonté de l'Etat de revoir les Codes communal et de wilaya, soulignant que cet amendement "est nécessaire afin d'inclure de nouvelles clauses au service du citoyen, créer de la richesse et renforcer le rôle des collectivités locales et les prérogatives du wali, selon la démarche de l'Algérie nouvelle".

Quant au wali d'Adrar, Larbi Bahloul a indiqué que les directives du Président de la République durant cette réunion visent "directement à résoudre les problèmes du citoyen et créer de la richesse et des emplois".

Les walis pourront également jouer "un rôle important dans l'éradication des disparités en matière de développement, en encourageant l'investissement public et privé".

Dans le même contexte, le wali d'El Ménéa, Mokhtar Benmalek, a déclaré que ces recommandations se veulent " un feu vert pour les walis, afin de gérer les fondamentaux économiques, particulièrement dans le domaine de l'agriculture et de l'investissement", affirmant que l'amendement prévu des deux Code communal et de wilaya, a pour objectif, "d'être au diapason du sursaut économique que connait l'Algérie, d'autant plus que la commune est appelée à contribuer à la création de richesses".

A son tour, le wali de Tindouf, Mokhbi Mohamed, a indiqué que les recommandations du Président Tebboune pour les walis, " place l'Administration locale au service du citoyen".

Quant au wali de Tissemsilt, Nahila Laaredj, il estime que " le wali est tenu de formuler une stratégie claire et globale au niveau local", qui repose sur la collaboration avec tous les secteurs, en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen dans le respect des lois de la République et en application des recommandations du président de la République.

Présidant l'ouverture des travaux de cette rencontre, le Président Tebboune avait exhorté les walis à poursuivre la prise en charge des préoccupations du citoyen pour instaurer un Etat basé sur l'égalité, soulignant que le citoyen est l'alpha et l'oméga de la République.

Les travaux de la rencontre Gouvernement-walis se sont poursuivis pour la deuxième journée, avec trois ateliers sur "le rôle des Collectivités locales dans la relance de l'investissement", " la diversification des ressources financières pour un développement local" et "le rôle du wali dans le processus de développement économique local".

Le premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a présidé dans la soirée d'hier la séance de clôture sanctionnée par une série de recommandations.

S. O. Brahim

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION

L'opération lancée hier

L'ALGÉRIE a lancé hier son sixième recensement général de la population (RGPH) depuis l'indépendance. Cette opération de grande envergure va durer une quinzaine de jours. Les cinq premiers ont été lancés en 1966, 1977, 1987, 1998 et 2008.

Pour le RGPH 2022, le gouvernement a déployé de grands moyens humains et matériels, avec un budget de cinq milliards de dinars (350 millions de dollars), 66.000 agents, 12.000 véhicules pour le transport des recenseurs ainsi que 57.000 tablettes électroniques qui ont coûté la somme d'un milliard de dinars à l'Etat.

Cette opération qui va durer jusqu'au 9 octobre touchera tout le territoire national. Deux ministres, celui de l'Intérieur Brahim Merad, et des Statistiques et de la numérisation Hocine Cherhabil étaient présents lors du lancement officiel du RGPH 2022.

Des agents se sont rapidement déployés pour collecter les informations nécessaires à ce recensement auquel le gouvernement accorde une grande importance en raison de son utilité pour la gestion du pays notamment l'élaboration des politiques publiques de développement.

Le RGPH est un « outil d'aide à la décision pour les pouvoirs publics, de même qu'elle sert aux besoins d'analyses et de recherches et aux travaux stratégiques », selon les explications du directeur général par intérim de l'Office national des Statistiques (ONS), rapportées par l'agence officielle.

La population cible du prochain recensement est celle des ménages ordinaires, collectifs, nomades et celle comptée « à part », à savoir celle se trouvant dans des hospices, des prisons, les sans domicile fixe (SDF), a ajouté le même responsable.

Bazizi a insisté sur le caractère « strictement confidentiel » des données recueillies, et pour lesquelles les précautions de « sécurité » ont été envisagées.

Ce recensement concerne également le parc immobilier habité et inhabité, sachant que les informations collectées « ne seront en aucun cas utilisées à des fins de contrôle économique », a-t-il rassuré.

M. Charhabil a instruit hier matin les 53.000 agents chargés du recensement à « faire preuve de discrétion et de confidentialité dans le cadre du respect du devoir de réserve prévu par la loi ».

Pour le RGPH 2022, les agents recenseurs sont chargés de collecter des informations socio-démographiques et économiques pour chaque membre du ménage (identification des membres du ménage, nuptialité, fécondité des femmes non célibataires, mobilité et migration, éducation et scolarité, utilisation des technologies de l'information et de la communication, difficultés motrices sensorielles et cognitives et activité économique).

H. B.

PROGRAMME STRATÉGIQUE DE TRANSFORMATION DU GROUPE

Ooredoo Algérie annonce le nouveau positionnement de sa marque

SUITE à l'annonce faite par le Groupe Ooredoo, la compagnie internationale des télécommunications opérant au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Est, Ooredoo Algérie dévoile sa nouvelle identité visuelle et annonce le lancement du nouveau slogan de la compagnie : «UPGRADE YOUR WORLD» (Upgrade ton monde). La nouvelle identité visuelle Ooredoo se distingue par sa pureté, son dynamisme et sa vitalité. Elle découle du même esprit et de la même passion qui caractérise l'entreprise, et reflète également les aspirations de l'entreprise pour l'avenir. À cet égard, Sheikh Mohammed bin Abdullah Al Thani, Directeur Exécutif adjoint du groupe Ooredoo et PDG de Ooredoo Qatar, a déclaré : «L'actualisation de la marque commerciale de Ooredoo et le renouvellement de son identité visuelle renforceront notre leadership dans les années à venir. Nous continuons à hisser les activités de l'entreprise pour répondre aux besoins futurs de manière plus rapide, plus flexible et inspirante et en conformité avec notre modèle d'entreprise et à notre position de fournisseur leader des services télécoms et technologies de l'information.» Pour sa part, le Directeur général de Ooredoo Algérie, M. Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : «Avec ce nouveau positionnement de la marque, Ooredoo Algérie vient confirmer notre stratégie axée autour du développement de l'expérience client en Algérie. Cela contribuera inéluctablement à satisfaire leurs attentes et répondre de manière optimale à leurs besoins notamment durant cette phase de la transformation digitale que connait la marché Algérien. Nous sommes convaincus de pouvoir hisser la compagnie et l'expérience client à des niveaux supérieurs et permettre à nos clients de progresser vers de nouvelles perspectives et de nouveaux challenges. Nous sommes persuadés que nos clients continueront à afficher leur fierté d'appartenir à l'un des plus grands Groupes de télécommunications dans le monde, qui renforcera ses investissements afin d'offrir aux algériens une meilleure connectivité répondant aux standards internationaux.» Avec le nouveau slogan «Upgrade ton Monde», Ooredoo entend offrir aux clients algériens l'opportunité de vivre une expérience Internet et digitale inédite avec notamment sa solution 4G «Sahla Box», dédiée aux entreprises et aux particuliers, qui propose une expérience inégalée de connectivité à haut débit avec un contenu riche et diversifié, ainsi que son application «My Ooredoo» leur permettant de gérer leurs comptes avec un simple clic et accéder à un contenu innovant. Dans le cadre de cette démarche stratégique, Ooredoo Algérie lance une large campagne de communication à travers laquelle elle met en avant le renforcement de l'expérience client qui constitue l'un des piliers de la nouvelle politique de Ooredoo Algérie assurant une prise en charge optimale des besoins des clients leur permettant de développer leur monde et se hisser toujours plus haut. Pour amorcer ce changement, Ooredoo Algérie a d'ores et déjà procédé à l'habillage du siège central à Alger, des deux sièges régionaux d'Oran et de Constantine, ainsi que de tous les Espaces du réseau de vente de Ooredoo repartis à travers les villes algériennes avec la nouvelle identité visuelle de la marque Ooredoo. A cet effet, une importante opération de réaménagement a été menée au niveau des espaces Ooredoo qui offrent désormais plus de confort et de flexibilité.

LOI SUR L'INVESTISSEMENT

Satisfecit du patronat

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) s'est félicitée de la promulgation des textes d'application de la loi relative à l'investissement, s'engageant à lancer une large campagne auprès de ses partenaires pour faire la promotion de cette nouvelle loi, mettant en avant les avantages et les garanties qu'elle offre.



La promulgation des textes d'application de la loi relative à l'investissement est un «message de confiance adressé à tous les acteurs économiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays», selon la CAPC, qui a indiqué que «le processus de réformes et de révision des législations économiques, lancées depuis deux années par les autorités supérieures du pays, a été couronné par une loi référence sur l'investissement et des textes réglementaires détaillés couvrant toutes les failles et les lacunes juridiques précédentes». Dans un communiqué rendu public, la CAPC a aussi salué le principe de concertation et de dialogue avec les partenaires économiques dans l'élaboration de cette loi. «Toutes nos propositions ont été prises en considération dans la préparation de cette loi», a-t-on signalé, affirmant que cela reflète «le sérieux et la rationalité dans l'élaboration de ce texte référentiel de l'économie nationale».

La CAPC estime que la promulgation de la loi relative à l'investissement et ses textes d'application est «un gage de confiance et un message fort pour les opérateurs économiques locaux et étrangers», soulignant l'introduction de mesures et procédures claires et précises dans toutes les démarches, à commencer par le dépôt du dossier d'investissement jusqu'à la concrétisation du projet. A cela s'ajoutent la création d'une plate-forme numérique pour l'investisseur et un guichet unique qui «permettront, sans aucun doute, de poursuivre le processus de mise sur pied d'un environnement propice et intégré favorisant la libération de l'investissement et la création d'un climat d'affaires stable et transparent».

La confédération s'engage, par ailleurs, à faire la promotion de la nouvelle loi relative à l'investissement auprès de ses partenaires. «Nous nous engageons à lancer une large campagne avec les organisations patronales dans les pays africains, arabes et européens pour expliquer les avantages et les garanties qu'offre cette nouvelle loi», a expliqué la CAPC. Cela en mettant en avant les avantages et garanties qu'offre cette loi ainsi que la promotion du nouveau climat d'affaires qui règne en Algérie. Le but est, bien sûr, d'attirer les investissements étrangers directs ou à travers des projets de partenariat dans tous les domaines, principalement dans le secteur du transport (aérien et maritime), auparavant fermés à l'investissement, ainsi que le secteur des mines et des énergies renouvelables. L'objectif est également d'établir une vraie industrie de transformation des matières premières pour créer de la valeur ajoutée. La Confédération algérienne du patronat (CAP) avait, pour sa part, affirmé que la promulgation des textes d'application de la loi relative à l'investissement va encourager davantage les investisseurs, et ce en offrant plus de visibilité.

Lilia Aït Akli

LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE REPRÉSENTE 14,5% DU PIB

Henni dévoile les bons chiffres du secteur

LE SECTEUR de l'agriculture contribue avec plus de 14,5% du PIB et emploi le quart de la main-d'œuvre active. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, signalant que le taux de croissance de la production agricole a atteint 31%.

Mohamed Abdelhafid Henni qui s'est exprimé lors de des travaux de la réunion gouvernement-walis, qui a pris fin hier, est revenu sur les réalisations dans le secteur de l'Agriculture. Il a ainsi déclaré que le taux de croissance de la production agricole pour cette saison a atteint 31%, affirmant que «le secteur contribue aujourd'hui avec plus de 14,7% du Produit intérieur brut (PIB)». Selon le ministre, le secteur emploie le quart de la main d'œuvre active, soit 2,7 millions de personnes, avec un taux de couverture des besoins nationaux de la production nationale de 75%.Il est en outre revenu sur les objectifs du secteur. Il est question de développer les filières stratégiques, à l'instar des céréales et des légumineuses, d'augmenter les niveaux de subvention de l'Etat, d'assurer les moyens d'exportation, de simplifier l'accès au foncier agricole à travers les cadres réglementaires et de développer les nouveaux périmètres, selon les précisions du ministre qui est revenu sur le bilan relatif aux programmes de raccordement des périmètres agricoles aux réseau électrique. M. Henni a ainsi fait savoir que le programme avait touché 9 500 exploitations sur une longueur de 6 100 km avec une enveloppe financière de 17 milliards de dinar. «30 000 exploitations ont été raccordées au réseau électrique à travers le pays depuis 2020», a-t-il précisé.

Evoquant les mesures prises au profit des agriculteurs, investisseurs et éleveurs, il a cité l'augmentation du prix d'achat des céréales locales. Une mesure qui a permis d'augmenter la production céréalière de 48% au cours de la saison 2022.

La production algérienne de céréales s'élève en effet à 41 millions de quintaux pour la campagne 2021/2022, alors qu'elle était de 27,6 millions de quintaux en 2021. La production est appelée à augmenter d'autant que la collecte est toujours en cours. A l'horizon 2025 la production de céréales devrait atteindre les 55 millions de quintaux et avec l'augmentation de la superficie réservée à la culture céréalière qui devrait atteindre 3,75 millions ha, sachant qu'elle est actuellement estimée à 2,9 millions.

Sur le volet relatif au domaine de forêts, la ministre a fait savoir que le département de l'Agriculture prépare un projet de réhabilitation du barrage vert qui couvre 13 wilayas et 1 500 km, et ce sur la base d'une nouvelle approche économique.

L. A. A.

TRANSPORTS COLLECTIFS ET ACCIDENTS DE LA ROUTE

L'HÉCATOMBE !



Le phénomène des accidents de la route ne cesse de faire des victimes. En dépit d'une série de campagnes de sensibilisation portant sur le respect du code de la route, chaque jour apporte son lot de victimes, des morts et des blessés. Selon les premières constatations, les conducteurs de bus et de transport de voyageurs sont à l'origine de la majorité des accidents.

On les appelle les «bus tueurs» à cause du nombre important de victimes qu'ils font. En dépit d'une série de campagnes de sensibilisation, le phénomène des accidents ne cesse de faire des victimes. Le conducteur est à 90 % à l'origine de cette hécatombe routière. Tout le monde s'implique. Les services de police, la Gendarmerie nationale, le Centre national de prévention et de sécurité routière sont à cheval.

Nombreuses sont les mesures préventives prises par ces derniers pour faire face au phénomène. Même si c'est encourageant, elles sont insuffisantes vu le nombre important de victimes enregistrées chaque année. Pas un seul jour ne passe sans qu'il n'apporte son lot de victimes en Algérie. Selon le classement du Centre national de prévention et de sécurité routière de l'année 2019, l'Algérie est classée 98e dans le classement mondial des accidents de la circulation routière et à la 42e position au niveau africain. Les conducteurs de bus et de transport de voyageurs sont à l'origine de la majorité des accidents, ce qui explique les multiples campagnes de sensibilisation menées au niveau des gares routières, à travers l'ensemble du territoire national, dans le but de les sensibiliser au respect du code de la route.

LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION SE MULTIPLIENT

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont élaboré un programme de sensibilisation au profit des conducteurs d'autobus, d'autocars et de différents véhicules durant la dernière semaine du ramadhan passé, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation à la sécurité routière sur «l'impact de la fatigue au volant» au profit des conducteurs de divers véhicules, lancée par la DGSN à l'occasion de la dernière semaine du mois sacré de ramadhan.

Le lancement de cette campagne, a ajouté la même source, s'est effectué à la gare routière du Caroubier (Alger), où «les chauffeurs de bus de transport (longue et courte distance) et de divers véhicules ont été sensibilisés à la nécessité d'éviter la somnolence et la fatigue au volant et de prendre un repos suffisant, d'éviter les dépassements dangereux, les excès de vitesse, notamment avant l'iftar, de respecter la distance de sécurité et de ne pas utiliser le téléphone portable lors de la conduite». Selon le même communiqué, l'opération de sensibilisation s'est poursuivie au niveau des barrages de sécurité, des axes routiers, en distribuant des dépliants en rapport avec le sujet en question.

Une autre campagne de sensibilisation a été menée à la gare routière du Caroubier par la DGSN contre les accidents de la route, à l'occasion de la journée d'information et de sensibilisation des conducteurs de transport en commun inter-wilayas, qui coïncide avec le 26 décembre de chaque année, en coordination avec la Délégation nationale de la sécurité routière (DNSR) et les instances compétentes, a précisé un communiqué de la DGSN.

La DGSN a pris part à cette manifestation en exposant, dans son pavillon, du matériel et des appareils modernes de contrôle routier, comme le radar et l'appareil de lecture automatisée des plaques d'immatriculation (LAPI). «Des conseils et des orientations ont été donnés par des cadres relevant des brigades de la sûreté publique au profit des conducteurs des transports en commun inter-wilayas, leur rappelant l'impératif de respecter la vitesse autorisée, d'éviter la surcharge, de procéder au contrôle quotidien du véhicule et de respecter le code de la route», a ajouté la même source.

LES BUS FONT DES RAVAGES

Au mois de juillet 2022, huit personnes ont trouvé la mort dans une collision entre un autobus et une voiture, survenue sur la route nationale n°92 reliant Sidi Bel Abbès à Saïda (400 km à l'ouest d'Alger), a indiqué la Gendarmerie nationale algérienne sur sa page Facebook. L'accident est survenu, a précisé la même source, vers 5h30, près de la commune de Tilmouni, dans la daïra de Mostefa Ben Brahim. Il a ainsi précisé que les victimes, âgées entre 17 et 42 ans, «se trouvaient toutes dans la R19 percutée par l'autobus de type Higer, lequel revenait de Hassi Messaoud en direction de Tlemcen».

Les passagers et le conducteur du véhicule ont trouvé la mort sur place. Les agents de la Protection civile ont été mobilisés pour extraire et transporter les dépouilles à l'hôpital.

Dans une déclaration à une autre chaîne privée, un représentant de la Gendarmerie nationale a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances exactes de ce drame.

Par ailleurs, six personnes ont été tuées et vingt-trois blessées dans un grave accident de la route survenu au mois de mars 2022, impliquant un bus de transport de voyageurs dans l'est du pays, a indiqué un communiqué de la Protection civile. Selon la même source, l'accident s'est produit suite au dérapage d'un bus qui, par la suite, a heurté le mur extérieur d'une usine de verre sur la route nationale n°16 reliant la wilaya de Tébessa à El-Oued.

«Après avoir été informés, les services de la Protection civile se sont rendus sur les lieux pour secourir les blessés, lesquels ont été transférés aux services des urgences de l'hôpital Youcef Bouterfa de Tébessa. Les corps sans vie des six autres victimes ont été transférés à la morgue de l'hôpital Alia Salah de la même wilaya», a indiqué la même source.

Le 14 septembre 2022, le renversement d'un bus de transport de voyageurs à Alger, qui assure la ligne reliant la banlieue de Réghaïa à Alger-Centre, a fait plus d'une vingtaine de blessés, a indiqué un communiqué de la Protection civile. Selon la même source, l'accident a eu lieu aux alentours de 16h20, au niveau d'El-Mohammadia, près du cimetière de Sidi El-Taib, dans la commune d'El-Harrach, dans la capitale. Le tragique drame a fait 24 blessés, lesquels ont été évacués à l'hôpital.

LOURDS BILANS

Pour rappel, le 20 décembre 2019, vers 20h12, un bus de transport des voyageurs s'est renversé au lieu-dit autoroute Oued Falli RN 12, commune de Tizi Ouzou, causant, selon la cellule de communication de la Direction générale de la Protection civile de la même wilaya la mort de 5 individus et des blessures à 35 autres, dont une dizaine dans un état grave. Selon la même source, les victimes de ce terrible accident sont âgées entre 9 et 45 ans, dont une fillette, et une femme. «Le bus de transport des voyageurs de marque Higer a été endommagé. Cette opération a suscité l'intervention de neuf équipes d'intervention et la mobilisation de trois camions d'incendie ainsi que six ambulances», a-t-il précisé. Le même responsable a laissé entendre que dans la majorité des accidents de la route, le facteur humain est à l'origine avec un taux de 90 %. Selon les propos d'un riverain, les voyageurs ont participé à un voyage organisé qui devait les emmener d'Alger vers Akfadou. Le bus a emprunté un virage dangereux au niveau d'un pont au lieudit Oued Falli, et comme il n'y avait pas de plaques de signalisation, le bus a dérapé. «La population est intervenue en essayant de dégager les cinq personnes mortes écrasées sous le bus, en attendant l'arrivée de la Protection civile», a-t-il ajouté.

Durant la même année, un bus de supporters du MC Oran (MCO) avait dérapé au lieudit «Les Toumi» (RN12), à une dizaine de kilomètres de Tizi Ouzou, faisant un mort et onze blessés.

Rappelons également le tragique accident de la circulation survenu à Laghouat, le 4 juin 2016, causant la mort de 32 personnes et des blessures à 22 autres. Un autre cas enregistré dont le bus a été à l'origine de l'accident, celui de Ghardaïa. Le bus qui transportait 32 passagers a entraîné la mort d'une mère de famille âgée de 27 ans.

En 2016, un très grave accident de la route est survenu sur la route nationale 60 reliant Médéa à Tissemsilt, à un kilomètre de l'entrée ouest de la commune de Ksar El-Boukhari (Médéa). Le communiqué rendu public par le commandement de la Gendarmerie nationale a avancé la thèse de la défaillance mécanique, qui a affecté le système de freinage, ce qui a fait perdre au conducteur d'un autocar de transport de voyageurs de marque Isuzu, se dirigeant de Boghar vers Ksar El-Boukhari, le contrôle de son moyen de locomotion, lequel s'est renversé. Selon la Protection civile, cet autobus, qui a fini sa course dans un ravin, a causé la mort de sept personnes et des blessures diverses à vingt-neuf autres. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie de Ksar El-Boukhari.

Tous les moyens ont été déployés pour faire face à l'hécatombe routière. Malheureusement, ce phénomène persiste. Faut-il revoir la stratégie de la sécurité routière ?

Samia Acher

RENCONTRE WALIS/GOUVERNEMENT

Des collectivités locales pilotées par des walis managers, afin de favoriser le développement et rapprocher l'État du citoyen



L'objet de cette contribution est de démontrer l'urgence d'un renouveau dans la gestion des collectivités locales articulé au nouveau rôle de l'État régulateur au niveau central, posant la problématique stratégique de la décentralisation, inséparable de la bonne gouvernance et de l'efficacité des institutions, afin face aux tensions géostratégiques et économiques de favoriser le développement et redonner confiance aux citoyens, condition indispensable pour un large front national. Cette présente construction est une très brève synthèse du chapitre d'un ouvrage collectif que j'ai eu l'honneur de diriger ayant regroupé, sociologues, anthropologues, économistes, juristes, politologues et ingénieurs paru Casbah Entions en 2005(deux volumes 520 pages) concernant la dynamisation des collectivités locales qui faisait suite un voyage d'études que j'ai effectué, suite l'invitation de responsables aux Etats Unis d'Amérique, un des pays les plus décentralisés du monde il y a de cela plusieurs années ayant étudié le fonctionnement de l'économie de marché aux USA et notamment les pôles régionaux à travers le fonctionnement des gouvernorats, propositions opérationnelles, tenant compte de la sociologie spécifique de l'Algérie, qui peut être utile pour le redressement national

1- La décentralisation au sein d'une politique volontariste d'aménagement du territoire qui doit placer l'homme créateur au cœur du développement avec un triple objectif : une société plus solidaire, la croissance au service de l'emploi et mettre l'Algérie au cœur du développement de la Méditerranée et de l'Afrique, espace naturel de l'Algérie, afin de favoriser la stabilité régionale et une prospérité partagée. L'Algérie s'étend sur 2.380.000 km², dont 2.100.000 km² d'espace saharien. La densité paraît faible, mais les 9/10e de la population sont concentrés sur les terres du Nord. Sa situation géographique est stratégique, en face de l'Europe, côtoyant la Tunisie, l'Atlantique Maroc/Mauritanie, la Libye, le Mali et le Niger comme point d'appui de l'Afrique subsaharienne. L'objectif stratégique horizon 2022/2025/2030 est d'éviter que plus de 95% de la population vivent sur moins de 10% du territoire. Il s'agira d'éviter les constructions anarchiques avec le manque d'homogénéisation dans le mode architectural, un taux accéléré d'urbanisation avec des bidonvilles autour des grandes villes, avec le risque de l'extension de nouvelles formes de violence à travers le banditisme et de maux sociaux comme la drogue et la prostitution. Pour l'Algérie, il s'agit de procéder à une autre organisation institutionnelle, qui ne sera efficace que sous réserve d'objectifs précis, d'opérer un nécessaire changement qui passe par une approche basée sur une identification claire des missions et responsabilités et une restructuration des fonctions et des services chargés de la conduite de toutes les activités administratives, financières, techniques et économiques. Les règles d'organisation et d'administration du territoire doivent inclure la protection de l'environnement et être souple dans son organisation, en évitant le centralisme administratif afin de construire un socle productif sur plus d'individus et davantage d'espace. Il convient de prendre le soin de ne pas confondre espace géographique avec espace économique qui intègre le temps, l'espace étant conçu comme surface, distance et un ensemble de lieux. La recomposition du territoire s'inscrit dans un vaste projet inséparable des réformes structurelles à tous les niveaux. L'aménagement du territoire ne peut être conçu d'une manière interventionniste, mais doit être basé sur la concertation et la participation effective de tous les acteurs sociaux, L'aménagement du territoire devra répondre aux besoins des populations en quelque lieu qu'elles se trouvent et assurer la mise en valeur de chaque portion de l'espace où elles sont installées. Il ne s'agira pas d'opposer le rural à l'urbain, les métropoles aux provinces, les grandes villes aux petites, mais d'organiser leur solidarité. Pour cela, s'impose la refonte des finances locales sans laquelle la politique d'aménagement du territoire aurait une portée limitée devant s'appuyer sur le système de péréquation entre les régions pauvres et riches afin de favoriser une armature urbaine souple à travers les réseaux, la fluidité des échanges, la circulation des hommes et des biens, les infrastructures, les réseaux de communication étant le pilier. Cela implique une nouvelle architecture des villes, des sous-systèmes de réseaux mieux articulés, plus interdépendants bien que autonomes dans leurs décisions.

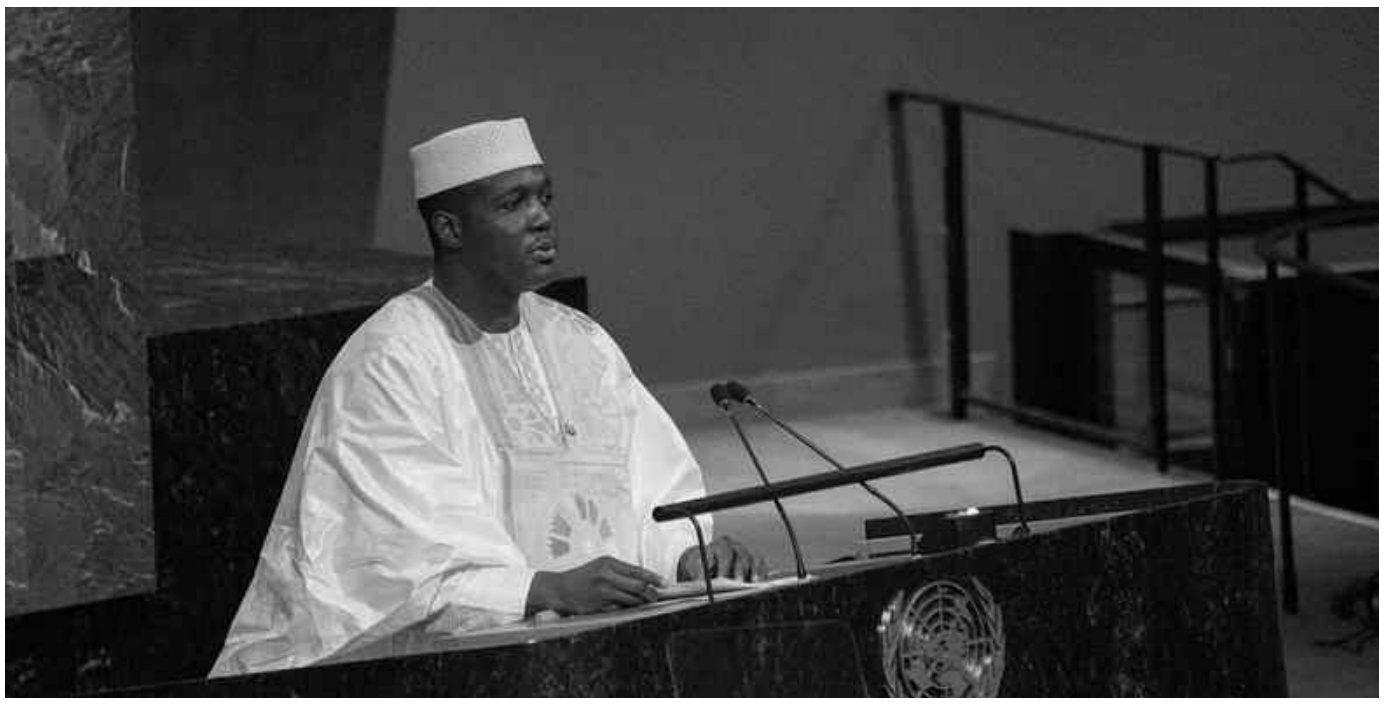
2.- La décentralisation , améliore l'efficience économique et contribue à l'unité nationale par la cohésion sociale régionale Comme j'ai eu à le rappeler dans différentes contributions nationales et internationales, largement diffusées entre 1982/2021, la décentralisation implique un développement plus équilibré et solidaire, étant un mode d'organisation de l'Etat qui confère à la wilaya un rôle et un statut économique propre, caractérisé par une autonomie relative, mais non indépendant de l'Etat régulateur central pour les grandes orientations stratégiques tant politiques qu'économiques, cette autonomie étant donc encadrée par l'autorité nationale. et ce grâce à la synchronisation de la gouvernance centrale et locale . Après le tout État, l'heure est au partenariat entre les différents acteurs de la vie économique et sociale, à la solidarité et à la recherche de toutes formes de synergie territoriale afin de favoriser le développement local et une démocratie participative tenant compte de notre riche anthropologie culturelle, conciliant l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale et territoriale. Aussi toute la politique de décentralisation au sein d'une planification stratégique globale, appelle les questions fondamentales suivantes : compétences du pouvoir local; règles de composition et de fonctionnement des assemblées et exécutifs locaux; ressources locales; relations avec le pouvoir central; modalités de transfert aux pouvoirs locaux et, enfin, concertation entre les différentes wilayas avec pour objectif une meilleure efficacité ressentie comme telle par la population, l'argument de base résidant dans la proximité géographique. Cela signifie qu'il existe une solution locale aux problèmes locaux et que celle-ci est nécessairement meilleure qu'une solution nationale et que la diversité des situations locales impose une diversité de solutions pour s'adapter aux conditions locales spécifiques, permettant un nouveau cadre de pouvoir avec des nouveaux acteurs et des nouvelles stratégies élaborées, favorisant un nouveau contrat social national afin d'optimaliser l'effet de la dépense publique et rendre moins coûteux et plus flexible le service public. La création de ce nouvel espace public générerait une nouvelle opinion publique, voire une nouvelle société civile, permettant l'émergence de thématiques communes, des modes de proposition communs et donc déterminerait des choix collectifs optimaux, renvoyant à l'urgence de la révision des textes juridiques qui ne sont plus d'actualité. C'est aux collectivités locales grâce des walis managers ,débarrassés du carcan bureaucratique, que reviendra ainsi la charge de promouvoir son espace pour l'accueil des entreprises et de l'investissement devant se constituer en centre d'apprentissage de la démocratie de proximité qui la tiendra comptable de l'accomplissement de ses missions. La structure la plus appropriée pour créer ce dynamisme, c'est la création de six à huit chambres de commerce régionales qui regrouperait l'État représenté par le Wali jouant le rôle de régulateur et de manager , les associations, les entreprises publiques/privées, les banques, la formation professionnelle et les universités/centres de recherche, le wali servant de régulateur afin de favoriser la création de richesses. L'action des chambres de commerce régionales , lieu de concertation mais surtout d'impulsion pour la concrétisation de projets serait quadruple :premièrement, dynamiser les infrastructures de base et préparer des sites confiés à des agences de promotions immobilières publiques et privées ; deuxièmement, mettre à la disposition des sociétés une main-d'œuvre qualifiée grâce à un système de formation performant et évolutif allant des ingénieurs, aux gestionnaires, aux techniciens spécialisés et ce, grâce aux pôles universitaires et des centres de recherche, évitant ce mythe d'une université par wilayas. Les étudiants vivent ainsi la dialectique entre la théorie et la pratique . La troisième action est de favoriser des entreprises souples reposant sur la mobilité et les initiatives individuelles avec la mise à la disposition des futurs investisseurs de toutes les commodités nécessaires ainsi que des prestations de services divers (réseau commercial, loisirs) est fondamentale. La quatrième action, la chambre de commerce intensifient les courants d'échange à travers différentes expériences entre les régions du pays et l'extérieur et l'élaboration de tableaux de prospectifs horizon 2022/ 2025/2030.

En conclusion, une centralisation à outrance favorise un mode opératoire de gestion autoritaire des affaires publiques, une gouvernance par décrets, c'est-à-dire une gouvernance qui s'impose par la force et l'autorité, loin des besoins réels des populations, et produit le blocage de la société. L'Algérie ayant toutes les potentialités pour devenir un pays pivot, facteur de stabilité de la région méditerranéenne et africaine, espérons que cette énième rencontre walis /gouvernement verra des décisions qui se concrétisent sur le terrain. Le principal obstacle est le terrorisme bureaucratique central et local lié la logique rentière. Existant des liens dialectiques entre sécurité et développement, s'impose une nouvelle gouvernance locale, en symbiose avec la gouvernance centrale afin de réunir tous les enfants de l'Algérie , tenant compte de leurs différentes sensibilités, autour d'un large front national, en ces moments de fortes turbulences mondiales, afin de favoriser le développement de l'économie nationale. . ademmebtoul@gmail.com

A LA TRIBUNE DE L'ONU

Bamako étrille les autorités françaises

Le Premier ministre malien par intérim, Abdoulaye Maïga, a étrillé le gouvernement français à la tribune de l'ONU en lui reprochant d'avoir «trahi» l'héritage des Lumières, vantant par la même occasion le nouveau partenariat de Bamako avec Moscou.



Le colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre par intérim du Mali, s'en est violemment pris ce 25 septembre à la tribune de l'ONU au gouvernement français, qu'il a qualifié de «junte», ainsi qu'à plusieurs responsables africains et au secrétaire général de l'ONU. Evoquant le retrait des militaires français de la force Barkhane du Mali, il a estimé lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies que le Mali avait été «poignardé dans le dos par les autorités françaises». «Les autorités françaises, profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des Lumières, se sont transformées en une junte au service de l'obscurantisme», a déclaré le colonel Maïga, désigné Premier ministre par intérim en août par le chef du gouvernement malien, le colonel Assimi Goïta. Accusant le gouvernement français de «pratique néocoloniale, condescendante, paternaliste et revancharde», il a en revanche salué «les relations de coopération exemplaire et fructueuse entre le Mali et la Russie».

Le secrétaire général de l'ONU également pointé du doigt par Bamako Le Premier ministre par intérim a rejeté les déclarations du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui a affirmé, il y a quelques jours lors d'une interview à RFI et France 24, que les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis début juillet n'étaient pas des «mercenaires», contredisant les accusations de Bamako. «Souffrez que je vous exprime mon profond désaccord suite à votre récente sortie médiatique», a lancé le colonel, qualifiant l'affaire de «bilatérale et judiciaire». Alors que cette affaire a tourné à la crise diplomatique entre les deux pays voisins, il a estimé que cela «ne [relevait] pas des attributions du secrétaire général des Nations unies». «M. le secrétaire général, le Mali tirera toutes les conséquences de droit de vos agissements», a-t-il ajouté, avant de répéter sa demande d'une réforme de la force de maintien de la paix de l'ONU au Mali, la Minusma, en cours de revue par l'ONU. Le colonel Maïga a également vertement critiqué plusieurs responsables africains, comme le président nigérien Mohamed Bazoum, qu'il a accusé de ne pas être nigérien, ou le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, en décrivant la «manœuvre» permettant à un président de «conserver le pouvoir pour lui seul et son clan» en changeant la Constitution pour obtenir un troisième mandat. Il a également accusé le président en exercice de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), le Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embalo, de «mimétisme» des Nations unies. «Il est important de lui préciser que le secrétaire général des Nations unies n'est pas un chef d'Etat et le président en exercice de la Cédéao n'est pas un fonctionnaire. Par conséquent, il serait indiqué qu'il ne banalise pas la Cédéao», a-t-il déclaré.

R. I.

CORÉE DU SUD

Séoul dénonce un nouvel essai de missile de Pyongyang

LES MILITAIRES sud-coréens ont repéré un missile à courte portée qui s'est abîmé en mer, à quelques jours d'une visite à Séoul de la vice-présidente américaine, Kamala Harris.

La Corée du Nord se livre depuis plusieurs mois à une série record d'essais d'armes, mais celui effectué dimanche 25 septembre se produit dans un contexte particulier, au moment où un porte-avions américain se trouve en Corée du Sud pour des exercices.

Les militaires sud-coréens « ont détecté un missile à courte portée lancé par la Corée du Nord à 6 h 53 [samedi à 23 h 53, heure de Paris] depuis les environs de Taechon, dans la province de Pyongan du Nord, en direction de la mer de l'Est » (mer du Japon), a fait savoir l'état-major dans un communiqué.

Le projectile a parcouru environ 600 kilomètres à une altitude maximale de 60 kilomètres et à la vitesse de Mach 5 (environ 6 000 km/h), a précisé l'état-major. Les garde-côtes japonais ont pour leur part adressé une mise en garde aux navires se trouvant dans la zone où le missile est tombé. Selon le ministre de la défense japonais, Yasukazu Hamada, le projectile a terminé sa course hors de la zone économique exclusive (ZEE) du Japon.

Cet essai a eu lieu alors que les négociations entre Pyongyang et la communauté internationale sur son programme nucléaire et de missiles sont au point mort. La Corée du Nord a notamment lancé en mai son premier missile balistique intercontinental depuis 2017, et a adopté, début septembre, une nouvelle doctrine proclamant que le pays ne renoncera jamais à l'arme atomique.

Les lancements répétés de Pyongyang sont « absolument impardonnables et la remarquable amélioration de sa technologie de missiles est quelque chose que nous ne pouvons ignorer », a déclaré M. Hamada aux journalistes. « Le Japon continuera à travailler au renforcement de ses capacités de défense en étudiant plusieurs options, y compris l'acquisition de capacités de riposte », a-t-il ajouté.

Vendredi, le porte-avions américain à propulsion nucléaire USS Ronald-Reagan et sa flottille d'accompagnement sont arrivés dans le grand port de Pusan, dans la partie méridionale de la Corée du Sud. Il doit participer ces prochains jours à des exercices conjoints avec l'armée sud-coréenne au large de la côte orientale du pays.

Cette présence répond à la volonté de Séoul et de Washington d'accroître la présence américaine dans la région. Le président conservateur sud-coréen Yoon Seok-youl, qui a pris ses fonctions en mai, a promis de renforcer la coopération militaire avec les Etats-Unis, après l'échec rencontré par son prédécesseur dans ses tentatives de rapprochement diplomatique avec le Nord. M. Yoon doit par ailleurs recevoir, jeudi à Séoul, la vice-présidente américaine, Kamala Harris.

Washington est le principal allié de Séoul en matière de sécurité, et compte environ 28 500 soldats en Corée du Sud. Les deux pays effectuent depuis longtemps des exercices conjoints. Ils insistent sur leur caractère purement défensif, mais la Corée du Nord les considère comme des répétitions générales pour une future invasion de son territoire.

Les responsables sud-coréens et américains préviennent depuis des mois que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un se prépare à effectuer un nouvel essai nucléaire. Le régime a testé des bombes atomiques à six reprises depuis 2006. Le dernier essai en date, et le plus puissant, a eu lieu en 2017, avec une puissance estimée à 250 kilotonnes. Pyongyang a évoqué une bombe à hydrogène. **R. I.**

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario salue la position "de principe et historique" du Mozambique

LE FRONT POLISARIO a salué samedi soir la position "de principe et historique" du Mozambique et du Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui ont exprimé leur soutien à la juste lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination.

L'Agence de presse sahraouie (SPS) a rapporté que l'ambassadeur sahraoui en Afrique du Sud et chargé de l'Afrique, Mohamed Yeslam Bisset, en sa qualité d'envoyé du président de la République sahraouie et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, au Mozambique, a salué la position du Frelimo en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, lors de sa participation aux travaux du 12e congrès du parti au pouvoir.

Le diplomate a évoqué les relations historiques entre le parti Frelimo et le Front Polisario, soulignant qu'elles remontaient aux années de la lutte commune contre le colonialisme, exprimant "la gratitude et l'appréciation du peuple sahraoui pour les positions et le soutien exprimés par l'Etat frère du Mozambique à sa juste cause".

Il a rappelé dans ce sens la participation du parti Frelimo à la première conférence des mouvements de libération africains, tenue en 2018 dans les territoires libérés de la République sahraouie.

R. I.

TLEMCEN

Commémoration du 177e anniversaire de la bataille de Sidi Brahim

La wilaya de Tlemcen a commémoré, avant-hier, le 177e anniversaire de la bataille historique de Sidi Brahim, menée par l'Emir Abdelkader contre l'occupant français.



La cérémonie de commémoration de cet anniversaire historique, présidée par l'Inspecteur général du ministère des Moudjahidine et des Ayants- droits, Omar Bensaadallah en présence des autorités de la wilaya et de membres de la famille révolutionnaire, a été marquée par un recueillement à la mémoire des chouhada au cimetière des martyrs de la commune d'El Hennaya, le lancement d'une caravane touristique devant le siège de la wilaya pour sillonner un nombre de monuments historiques dans les communes de Sebdou et Souahlia et l'inauguration d'une salle de soins dans le village de Sidi Brahim baptisé au nom du défunt Moudjahid Fellah Miloud.
Par la même occasion, une visite a été rendue aux deux moudjahids Beda Mohamed et Djalti Mohamed dans la commune de Souahlia, ainsi que le moudjahid Draris Ali et son épouse, la moudjahida Zeghoudi El Alia dans la commune de Ghazaouet. Le professeur d'Histoire contemporaine à l'Université « Abou Bekr Belkaïd » de Tlemcen, Ahmed Bendaoud, qui a fait l'historique de cette épopée, a souligné qu'il s'agissait de l'une des grandes batailles menées par l'Emir Abdelkader ayant donné un « nouveau souffle » à la résistance populaire contre le colonisateur français. La bataille a eu lieu à 15 kilomètres à l'ouest de la ville de Ghazaouet, entre les villages « Kerkour » et « Sidi Brahim » dans la commune de Souahlia dans la wilaya de Tlemcen, lorsque le commandant de la garnison militaire française à Ghazaouet, le lieutenant-colonel De Montagniac est sorti à la tête de 450 tirailleurs pour affronter l'Emir Abdelkader. L'enseignant universitaire a indiqué que dans un premier affrontement entre les forces de l'Emir Abdelkader et l'armée coloniale française dans la nuit du 23 septembre 1845, De Montagniac et un grand nombre de soldats français furent tués et 80 autres prirent la fuite vers le mausolée de Sidi
Brahim et furent assiégés par l'Emir et ses troupes jusqu'au 25 septembre 1845. Onze seulement ont pu fuir, le restant ont été capturé.
Pour rappel, l'inspecteur général du ministère des Moudjahidine et des Ayants- droits avait présidé, vendredi au Musée du moudjahid de Tlemcen, les travaux d'un colloque historique intitulé « L'épopée de Sidi Brahim, triomphe pour la patrie » dans le cadre de la commémoration du 177e anniversaire de cette bataille, avec la présentation d'enseignants et chercheurs de différentes wilayas du pays. **R.R**

SOINS EN ADDICTOLOGIE À SKIKDA

Prise en charge de plus de 600 toxicomanes durant le 1er semestre de 2022

PAS MOINS de 610 toxicomanes ont été pris en charge par le centre intermédiaire de soins en addictologie (CISA) de Skikda durant le 1er semestre de l'année 2022, a indiqué avant-hier, la directrice du centre, Meriem Fadhel.
La même responsable a estimé que ce chiffre est « très important » comparativement à la même période de l'année précédente, où 507 cas ont été pris en charge.
L'âge des patients pris en charge varie entre 15 et 37 ans, a fait savoir la même responsable, soulignant que « le centre ne prend pas uniquement en charge les toxicomanes, mais aussi les alcooliques, les fumeurs ainsi que les téléphages ».
Sur le nombre total des toxicomanes admis, 33 patients avaient une dépendance au cannabis, 107 aux psychotropes, alors que 457 cas étaient multi-consommateurs, outre deux personnes dépendantes à l'alcool et 3 cas liés à l'addiction comportementale, 6 cas au tabac, un cas lié à la consommation d'héroïne, et un cas d'une fille de 14 ans accro à l'inhalation de la colle.
Le nombre de toxicomanes souhaitant bénéficier d'une assistance a augmenté grâce à « la prise de conscience chez les jeunes toxicomanes de la nécessité de se faire aider », a précisé la même source, soulignant l'importance du suivi psychologique du patient pour se libérer définitivement de la dépendance aux drogues pendant la période de traitement.
Bien que le patient soit désintoxiqué, il pourra encore souffrir des refoulés psychologiques de la dépendance, a précisé Mme Fadhel, ajoutant que la période du traitement peut s'avérer « longue et peut atteindre plus d'un an dans certains cas, notamment chez un patient qui ne respecte pas les rendez-vous du suivi ».
L'espérance de guérison constitue 50% du traitement, a expliqué la même responsable mettant l'accent sur la nécessité pour la société d'aider cette catégorie de patients.
Mme Fadhel, qui est également psychologue, a considéré que le rôle de la famille consiste à éloigner le toxicomane de tout lieu ou souvenir ayant un lien à sa dépendance, en plus de le traiter comme une personne normale et de ne pas lui rappeler le passé.
En dépit du manque de moyens, entre autres les lits de relaxation et des tests de toxicité au laboratoire du centre, le personnel médical tente autant que possible d'aider les patients qui s'y présentent quotidiennement et fait de grands efforts pour les libérer de la dépendance, a signalé la même source. **R.R**

CHLEF

Plus de 100 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

PLUS DE 100 exploitations agricoles de la wilaya de Chlef ont bénéficié d'un raccordement au réseau électrique, a-t-on appris avant-hier, auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
Selon un communiqué de cette direction, les raccordements réalisés depuis mars à ce jour, en coordination avec la direction des services agricoles, ont concernés de 113 exploitations agricoles à l'énergie électrique. Ces opérations rentrent dans le cadre du soutien de la dynamique de développement économique et de l'accompagnement de la croissance du secteur agricole.
Sur ce total d'exploitations raccordées, « 74 ont bénéficié d'une mise en service de l'énergie électrique sans aucun prépaiement requis, en guise de contribution de la Société de distribution de l'électricité et du gaz au soutien de la production agricole nationale, mais aussi d'encouragement aux agriculteurs pour l'élargissement de leurs activités », est-il ajouté de même source.
« Les 39 exploitations restantes ne sont pas encore mises en service, par faute d'acquisition de transformateurs électriques ou d'installation, par les concernés, d'un tableau électrique pour abriter les compteurs électriques », est-il souligné dans le même document.
Par ailleurs, la direction de distribution de l'électricité et du gaz a appelé les agriculteurs dont les exploitations ont été raccordées au réseau électrique de moyenne tension (30 000 volts), a acquérir des transformateurs électriques, aux fins de compléter les procédures et tests techniques nécessaires à leur mise en service dans les plus brefs délais.

R.R

ORAN

Un navire de croisière accoste à Oran avec 140 touristes étrangers à bord

LE NAVIRE de croisière « The World » a accosté avant-hier, au port d'Oran, avec à son bord 140 touristes étrangers, la plupart de nationalité américaine, qui effectuent un circuit leur permettant de visiter différents monuments historiques, culturels, touristiques et archéologiques dans la capitale de l'Ouest du pays.
Les touristes, répartis en quatre groupes, ont visité plusieurs sites touristiques dont les places « Maghreb arabe et 1er novembre 1954 » au centre-ville d'Oran, la place Boudali Lahcen au vieux quartier « Sidi El Houari », le Palais du Bey et la mosquée du Pacha, ainsi que la promenade « Abdelhamid Ibn Badis » et le fort de Santa Cruz au mont Murdjadjo, a indiqué, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Belkaïm Belabbes Omar.
La visite a permis aux touristes de découvrir ces circuits, devenus un produit touristique demandé à l'échelle mondiale par les étrangers, a souligné Belkaïm Belabbes Omar, indiquant que le navire de croisière « The World » quittera le port d'Oran dimanche, à destination d'Alger.
Parallèlement à cette visite touristique, 15 pavillons d'exposition ont été mis en place pour les touristes dans le port d'Oran, avec la participation de 18 artisans des wilayas de Tizi Ouzou, Bouira, Alger, El Tarf, Touggourt, M'sila et Oran, pour la présentation de produits artisanaux et des produits alimentaires du terroir mettant en valeur le patrimoine algérien et informant sur la diversité et la richesse de l'artisanat algérien.
Cette visite est la troisième du genre au niveau de la ville d'Oran, puisque deux navires de croisière américains y avaient accosté respectivement le 13 septembre avec 224 touristes à bord, des Américains en majorité et jeudi dernier (208 touristes, la plupart des Américains), en attendant d'autres navires de croisière.
L'organisation de ces séjours touristiques a été initiée par l'Agence de tourisme et de voyages « Magic Tour » à Alger, spécialisée dans l'accueil touristique, en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran. **R.R**

CONSEIL NATIONAL DES ARTS ET DES LETTRES

Le projet de loi sur le statut de l'artiste "prêt en 2023"

Le projet de loi sur le statut de l'artiste, dont les consultations avec les spécialistes du domaine sont toujours en cours, "sera prêt en 2023", a indiqué samedi à Bouira, Mme Nouara Idami, membre du Conseil national des arts et des lettres (CNAL).

Dans une déclaration faite à l'APS à l'issue d'une rencontre de consultation avec les artistes locaux à Bouira, Mme Idami a fait savoir que le projet de loi sur le statut de l'artiste "sera prêt en 2023" et que les consultations avec les concernés se poursuivent.

"Nous sommes en phase de consultations avec les artistes à travers tout le pays. Nous recueillons leurs propositions et leurs points de vue afin d'œuvrer à l'enrichissement de ce projet de loi dont l'objectif est de protéger davantage les droits de l'artiste en Algérie", a expliqué Mme Idami, chorégraphe et maître assistante à l'institut national des arts dramatiques.

La représentante du ministère de la Culture et des Arts a en outre réaffirmé la volonté de ce ministère d'œuvrer pour l'enrichissement de ce projet de loi en vue de trouver des solutions aux problèmes socioprofessionnels vécus par l'artiste en Algérie, et pour améliorer ses conditions de travail.

"Nous travaillons sur plusieurs points, notamment le droit de l'artiste à l'assurance et à la retraite, ainsi qu'à la protection de ses œuvres", a précisé Mme Idami.

Des commissions représentant les différentes spécialités de l'art y travaillent et recueillent les différentes propositions émises par les artistes à travers le pays afin de pouvoir enrichir le projet de loi qui sortira en 2023, a conclu la même responsable.

Au cours d'une réunion tenue samedi à la maison de la culture Ali Zaâmoum de la ville de Bouira, des dizaines d'artistes ont exprimé à cette responsable ainsi qu'au directeur régional de l'office national des droits d'auteur (ONDA), M. Bachir Yahiaten, leurs préoccupations liées à leur situation socioprofessionnelle.

La réunion s'est ouverte dans la matinée avec la participation de dizaines d'artistes, dont des écrivains, des poètes ainsi que des hommes de théâtre et des artistes plasticiens, venus des quatre coins de la wilaya de Bouira.

Les différents artistes ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer leurs conditions socioprofessionnelles via une loi consacrant leurs droits à la retraite ainsi qu'au soutien en vue de booster l'activité culturelle au niveau local et national.

"L'artiste souffre depuis plusieurs années de la marginalisation, et aujourd'hui il est temps que les responsables du secteur de la culture prennent en charge ses doléances. Nous avons besoin de beaucoup de choses, et beaucoup de jeunes artistes travaillent clandestinement



et sont sans revenus", a déploré Ahcen Bouda, un chanteur local venu de Taghzout (Est de Bouira).

D'autres intervenants ont insisté aussi sur l'élaboration d'une carte professionnelle de l'artiste afin de lui permettre d'évoluer dans son domaine et de pouvoir organiser lui-même des activités culturelle à son profit.

"Nous devons aller vers une économie culturelle et encourager les jeunes artistes à créer leurs propres entreprises culturelles via les organismes de soutien à l'emploi. Ces entreprises seront capables d'organiser de grands évènements culturels au profit du grand public à travers la wilaya ainsi qu'au niveau national", a estimé pour sa part M. Rezzoug Abdennour, conseiller culturel à la direction locale de la culture.

Lancement d'un atelier de concertation entre artistes et intellectuels à Alger

Un atelier de concertation regroupant artistes et intellectuels a été lancé, samedi à Alger, à l'initiative du ministère de la Culture et des Arts dans le but d'enrichir la mouture du projet de loi de l'artiste, un texte visant la protection des droits des artistes et l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles.

Supervisé par le Conseil national des arts et des lettres (CNAL), cet atelier a connu la présence de nombre de cinéastes et d'hommes de théâtre et de lettre d'Alger et de Tipasa, qui ont formulé leurs avis au sujet du projet de loi et évoqué les différents problèmes et obstacles auxquels ils sont confrontés.

La définition de l'artiste, la carte d'artiste, la protection sociale et la création des syndicats, figurent parmi les problèmes soulevés par les participants à cet atelier, lesquels ont évoqué en outre les questions du financement public des productions artistiques, les salaires des artistes, la surveillance de l'activité des producteurs privés, tout en insistant sur l'intérêt particulier à accorder aux personnes aux besoins spécifiques.

Cet atelier a été animé par le président de la Commission nationale chargé de l'élaboration du projet de loi de l'artiste, installée en août dernier, Missoum Laroussi qui est également le directeur des lettres et des arts au ministère de la Culture, accompagné de Mecheri Ben Khalifa, membre du CNAL et du directeur de la clientèle à l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), Ali Chaabane.

Il s'agit par l'organisation de ces ateliers, indique M. Laroussi, d"'écouter les préoccupations des artistes et leurs attentes par rapport à cette loi", relevant que les "conclusions de ces ateliers seront soumises à la Commission d'élaboration du projet de loi".

Mettant en avant les efforts colossaux consentis par l'Etat en la matière et l'intérêt particulier accordé par le Président Tebboune à l'artiste, M. Laroussi a rappelé, à cet égard, la création, en 2011, du CNAL, une instance consultative placée sous la tutelle du ministère de la Culture. Il est composé de treize membres dont des personnalités du monde des arts et des lettres.

Il citera, en outre, le décret exécutif promulgué en 2014 relatif à la couverture sociale de l'artiste, et celui de 2021 qui définit le régime qualitatif des relations de travail relatives aux artistes et dramaturges et encadre leurs droits et devoirs.

Ce sont "deux textes très importants constituant une base pour le lancement de l'élaboration d'un texte complet sur la loi relative à l'artiste", a-t-il affirmé.

Le ministère de la Culture et des Arts "a mis à la disposition des artistes et des intellectuels un questionnaire électronique pour leur permettre d'exprimer leurs avis et suggestions", a-t-il encore rappelé, relevant que ces questionnaires peuvent être déposés au ministère de la Culture ou auprès des directions locales de la Culture.

Outre les concertations d'Alger, la ville de Chlef a abrité des concertations qui ont réuni des artistes des wilayas de Chlef et d'Aïn Defla. Des assises similaires ont eu lieu à Bouira et ont réuni les artistes et les intellectuels de la wilaya. Ces ateliers interactifs se poursuivront dans divers wilayas, y compris les nouvelles, jusqu'en novembre prochain.

AIN DEFLA

La pièce théâtrale "Hna ou Lhih" au festival de Mostaganem

LA PIÈCE théâtrale "Hna ou Lhh" (ici et là-bas), produite par l'association des Arts dramatiques Mahfoud Touahri de Miliana (wilaya d'Ain Defla) participera à la 53e édition du Festival national de théâtre amateur de Mostaganem, a-t-on appris samedi auprès de cette association.

Il s'agit d'une adaptation de la pièce théâtrale "la maison frontière" de l'écrivain et dramaturge polonais, Slawomir Mrozek, sous le titre "Hna ou lhih", qui sera en compétition au festival de Mostaganem qui sera organisé du 26 au 30 septembre en cours, a indiqué à l'APS, le président de l'association, Redha Takherist.

Pour sa part, Chafik Tichoudad, l'auteur de la version adaptée de la pièce théâtrale, souligne que ce produit traite de la question des frontières. "C'est l'histoire d'une famille qui habite une maison et qui se trouve du jour au lendemain au cœur d'une crise. Les frontières du pays se redessinent et le tracé traverse la maison et la scinde en deux ", a-t-il dit.

"Les membres de la famille sont contraints de présenter leurs passeports pour passer d'une partie à l'autre de leur maison. Divisée, matée et réprimée, la famille finit pas se révolter", explique M. Tichoudad, ajoutant avoir laissé la fin ouverte pour permettre au public de l'interpréter à sa façon.

Ainsi, la troupe de l'association Mahfoud Touahri, la seule à représenter la wilaya d'Ain Defla au Festival de théâtre amateur de Mostaganem, compte déjà à son actif plusieurs participations en Algérie et à l'étranger, notamment en Tunisie, Egypte et au Venezuela.

La troupe théâtrale a détenu, à quatre reprises, le prix du meilleur spectacle au Festival de Mostaganem, souligne le président de l'association.

APRÈS UNE ÉCLIPSE DE QUATRE ANNÉES

Le festival national du théâtre comique revient à Médéa

LE FESTIVAL NATIONAL du théâtre comique de Médéa, évènement culturel très attendu par les amateurs du 4è art, fait son retour, après une éclipse de quatre années, dont deux ans en raison de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris auprès du commissariat du festival.

Cette 13e édition est dédiée à l'un des piliers du théâtre algérien, le regretté comédien Boumediène Sirat (1947-1995) qui a joué notamment dans les pièces "Litham", "Li Kla Ikhalles", "El Balaout", "El Algue", "El Khobza", "Hammam Rabbi", "Ledjouad", "Toufah" et "El Meïda", a précisé le commissaire du festival, Said Benzergua, dans une déclaration à l'APS.

L'édition 2022 du festival national du théâtre comique se tiendra du 7 au 11 décembre prochain à la maison de la culture "Hassan-El-Hassani", à Médéa, et verra la participation de sept troupes théâtrales qui vont tenter de décrocher la "grappe d'Or", la plus haute distinction du festival, a indiqué M. Benzergua.

La phase de sélection des pièces théâtrales qui seront projetées au public, s'étalera jusqu'au 17 novembre et la liste finale des pièces retenues pour la compétition sera annoncée trois jours après la clôture de l'opération de dépôt des œuvres proposées à la commission de lecture du festival, a-t-il précisé.

Outre la "grappe d'Or", qui prime la représentation théâtrale la plus complète, les participants seront également en compétition pour décrocher l'un ou plusieurs des sept autres prix attribués lors de ce festival, qui distinguent les meilleurs, mise en scène, texte, scénographie, création musicale, interprétation féminine et Masculine.

Le festival récompense également par le Prix du Jury, la pièce la plus appréciée par ce dernier, Ce pris vise à encourager la troupe lauréate, a fait savoir le commissaire du festival.

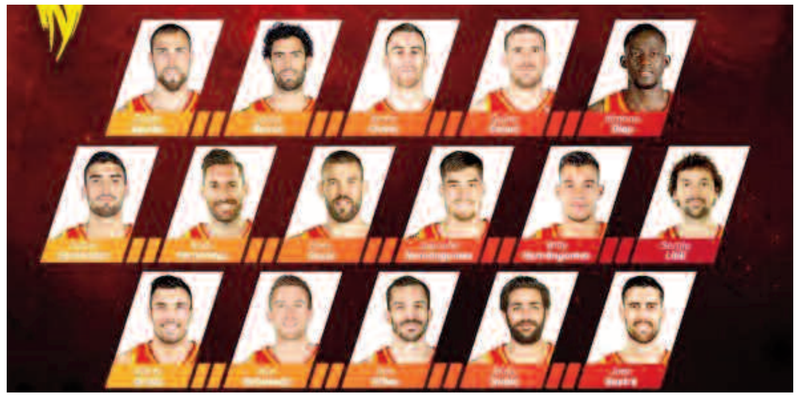
La 13è édition du Festival national du théâtre comique sera également marquée par l'organisation, dans le cadre du programme hors compétition, de spectacles théâtrales et de monologues au niveau des résidences universitaires et des salles de spectacle situées dans certaines grandes agglomérations urbaines ou en plein air, a-t-il noté.

Des ateliers de formation et d'initiation aux techniques d'interprétation et scénographie, seront organisés en marge du festival, au profit des troupes théâtrales locales, en sus de l'organisation de rencontres sur l'apport du théâtre comique au système éducatif, et de débats avec des comédiens connus pour parler de leur expérience, a-t-il conclu.

9 COMPÉTITIONS DISPUTÉES, 9 FINALES, LA DOMINATION IBÉRIQUE EST TOTALE

Basket-ball : L'incroyable été des sélections espagnoles

C'est le genre d'article que chacun aurait aimé écrire au sujet de son équipe nationale. Cet été, les sélections espagnoles jeunes et adultes ont littéralement roulé sur les compétitions internationales en ramenant... neuf médailles : cinq d'argent, quatre d'or après le dernier sacre en finale de l'EuroBasket face à la France. Increvable formation.



C'est le genre d'article que chacun aurait aimé écrire au sujet de son équipe nationale. Cet été, les sélections espagnoles – jeunes et adultes – ont littéralement roulé sur les compétitions internationales en ramenant… neuf médailles : cinq d'argent, quatre d'or après le dernier sacre en finale de l'EuroBasket face à la France. Increvable formation.
Il est étrange qu'en France, l'on n'est pas encore fait de la « formation à l'espagnole » une maxime qui exprime rigueur, intemporalité et efficacité. Notre surplus de fierté complique la concession : outre-Pyrénées, ils ont compris quelque chose que nous, n'avons pas encore compris. Sur les neuf compétitions FIBA disputées cet été, l'Espagne est arrivée neuf fois en finale. Trois médailles d'or aux championnats d'Europe U20 masculin et féminin, ainsi que U18 masculin, et cinq médailles d'argent aux championnats d'Europe U16 masculin et féminin, U18 féminin, ainsi qu'aux Mondiaux U17 masculin et féminin, pour terminer ce soir par une ultime médaille, d'or ou de platine d'argent, grâce aux seniors masculins. Ça fait beaucoup de catégories et une longue phrase peu synthétique. L'avantage avec les différentes équipes de France, c'est que la phrase est plus courte et digeste. Quatre médailles de bronze aux championnats d'Europe U16 masculin et U18 féminin, aux Mondiaux U17 masculin et féminin, et une médaille d'or au championnat d'Europe U16 féminin. C'est tout ? C'est tout. Difficile de sortir satisfaits d'une campagne estivale à seulement cinq médailles, quand sept des neuf compétitions disputées sont limitées à la zone européenne. Ce qu'est en train de réaliser l'équipe de France fanion depuis le Mondial 2019 devrait encourager les sélections jeunes à accroître leurs exigences. Aujourd'hui c'est nous, demain peut-être plus.
En plus de former de chouettes collectifs et d'apprendre à ses jeunes à jouer ensemble – ce que certaines réappliqueront en équipe A – l'Espagne parvient à tirer des virtuoses de cette grande symphonie. On pense directement à Izan Almansa, poste 5 qui a réalisé l'impossible en étant élu MVP de l'EuroBasket U18, un mois seulement après avoir été élu MVP de la Coupe du monde U20. Typiquement le genre de bonhomme qui pourrait caler 40 points sur l'équipe de France en 2032. Il y a aussi Mario Saint-Supery, le MVP de l'EuroBasket U16, auteur de moyennes à 21.9 points, 6 rebonds, 4.1 assists et 2.9 interceptions. Du basket – ou de la magie – plein les mains, et une aisance/sérénité qui lui a valu sa comparaison directe avec Luka Doncic. On retient également les noms de Juan Nunez (U20 masculin) et Claudia Contell (U20 féminin), la dernière ayant notamment été élu MVP de l'EuroBasket U20 après une finale remportée, *toussotements*, 47 à 42. Aucun jugement, seulement de la considération pour tous ces noms que l'on espère voir fructifier dans leurs clubs respectifs, sans pour autant qu'ils brillent en sélection. On attend de voir le résultat de la finale de ce soir, mais le vent tourne peut-être enfin.
Ce serait trop bête de repartir pour un tour.

FOOTBALL / RACISME :

La justice espagnole ouvre une enquête après les chants racistes contre Vinicius

LA JUSTICE ESPAGNOLE a annoncé avoir ouvert une enquête après les chants racistes entonnés par les supporters de l'Atlético Madrid à l'encontre de Vinicius
La justice espagnole se saisit des chants racistes envers Vinicius. La justice espagnole a annoncé vendredi avoir ouvert une enquête visant des supporters de l'Atlético Madrid, accusés d'avoir entonné des chants racistes envers l'ailier brésilien du Real Madrid, Vinicius Junior, lors du derby dimanche dernier entre les deux clubs. Cette enquête, ouverte à la suite d'une plainte déposée par une association antiracisme, vise les chants contre le joueur « entendus à l'extérieur et à l'intérieur » du stade de l'Atlético, a annoncé le parquet de Madrid dans un communiqué. Selon le parquet, l'enquête devra déterminer si « d'autres épisodes à connotation raciste » ont eu lieu contre le joueur « à l'intérieur du stade ». Dans ce cadre, des informations seront demandées « aux services de sécurité » de l'Atlético, « qui pourraient aider à clarifier les faits », explique encore le communiqué. Lors du derby remporté par le Real Madrid (2-1), des supporters de l'Atlético avaient scandé « Tu es un singe, Vinicius, tu es un singe » avant et pendant le match. Des projectiles, dont des briquets, avaient également été lancés sur le joueur et sur son compatriote brésilien Rodrygo. La Liga avait fait savoir après ces incidents qu'elle signalerait les événements à la commission de discipline de la Fédération espagnole de football. Les dirigeants de l'Atlético avaient quant à eux gardé le silence.

Lourdes pertes financières pour Manchester United

MANCHESTER UNITED a annoncé 132 millions d'euros de perte pour la saison 2021-2022 après les 106 millions de la saison précédente. La dette du club a, elle aussi, largement augmenté. Manchester United connaît des soucis financiers depuis quelques saisons. Le club anglais, actuel cinquième de Premier League, a annoncé une perte de 115,5 millions de livres (132,2 millions d'euros) sur la saison 2021-2022, en augmentation de 23 millions de livres (26 millions d'euros) par rapport à la saison précédente. Dans le même temps, la dette du club est, elle, en constante augmentation. Elle est passée la saison dernière de 419,5 millions de livres (481 millions d'euros) à 514,9 millions de livres (590,7 millions d'euros), soit une augmentation de 22 %. Le directeur financier de MU Cliff Baty a expliqué ces pertes par « l'absence d'une tournée estivale en juillet 2021 » et par « les conséquences de l'affaiblissement de la livre sterling ». Sans titre depuis 2017 et une victoire en Ligue Europa, les Red Devils ont terminé à une décevante sixième place du dernier Championnat et ne se sont donc pas qualifiés pour la Ligue des champions, ce qui aura aussi un impact sur les finances du club.

Ligue des Champions : Plus de 1.800 supporters de Liverpool vont porter collectivement plainte contre l'UEFA

PLUS DE 1.800 SUPPORTERS de Liverpool vont porter collectivement plainte contre l'UEFA après les événements survenus lors de la finale de la Ligue des Champions entre Liverpool et le Real Madrid à Paris le 28 mai, ont annoncé leurs avocats vendredi. Les Reds ont recueilli environ 8.500 témoignages de leurs supporters.
Les avocats de 1.800 supporters de Liverpool ont annoncé, ce vendredi, qu'ils allaient porter collectivement plainte contre l'UEFA après les incidents survenus entre leur club et le Real Madrid à Paris le 28 mai dernier. L'UEFA avait reporté le coup d'envoi de cette rencontre, remportée par le Real, de quelque 35 minutes, en raison de "problèmes de sécurité" avec des supporters, cibles de mesures policières, de jets de lacrymogènes et d'agressions alors qu'ils attendaient pour entrer dans le Stade de France. Une enquête menée par le Sénat français a infirmé les affirmations de l'UEFA et du gouvernement français selon lesquelles des supporters de Liverpool démunis de billets d'entrée étaient pour l'essentiel à l'origine des incidents. Selon le cabinet d'avocats Bingham's de Liverpool, des plaignants ont évoqué des "scènes terrifiantes" autour du stade. Ce cabinet s'est associé à la firme Pogust Goodhead pour représenter 1.450 plaignants, un autre cabinet, Leigh Day, en représentant lui environ 400 autres. Ils prévoient de poursuivre l'UEFA pour violation de contrat dans le cadre des ventes de billets et négligence dans l'obligation de sécurité aux spectateurs. Le club de Liverpool a, de son côté, réuni 8.500 témoignages de supporters ainsi que des photos et des vidéos qui ont été soumises à une enquête indépendante diligentée par l'UEFA.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE LIGUE 1 DU : 5ème JOURNÉE :

Le CSC sur la voie royale ?

Deux points de perdus pour les « sanafirs » et un poste de premier inconfortable, l'USMA et le CRB de prendre les commandes, sinon refaire, dès la prochaine mise à jour, leur retard. Une occasion de manquée.

Par Rabah Azizi.

CS Constantine 0 MC Oran 0 : Le CSC seul leader... temporairement !
Le CS Constantine a été accroché à domicile, par un MC Oran boiteux, avec un résultat surprise de zéro but à zéro. Toujours leader après cinq matchs joués, pour quatre victoire et désormais un match nul, résultat qui ne fait pas les affaires du coach Kheïreddine Madoui, car certes les « vert et noir » de Constantine occupent la première marche du podium, mais devront attendre les matchs non joués des autres potentiels leaders jusqu'ici comptant un ratio de 100% de victoires. En effet, en forme et invaincus, l'USM Alger compte un match en retard, tandis que le CRB en compte deux. Avec seulement une et quatre unités de retard, les deux formations sont tout à fait capables de faire bouger les choses en haut du tableau.

Un 4-0 cinglant, choquant revers pour l'ES Sétif.
L'ES Sétif s'est déplacée, à Chlef pour affronter, ce samedi au stade « Tahar Zoghari », l'ASO tout en enfilant le costume de favori. Malheureusement pour les « ententistes» qui sont tombés de haut, tout ne s'est pas passé comme prévu pour Hossam el Badry et ses joueurs, car dès l'entame du match, le défi est lancé par les locaux avec une ouverture du score précoce réalisé par Juba Aguieb quelques minutes après le premier quart d'heure du match (19ème minute). Moins de dix minutes après le premier but, les « Djawarih » vont doubler la mise avec un but signé le milieu de terrain Toufik Addadi à la 26ème minute. Alors que la première mi-temps s'est soldée sur le score de deux buts à zéro, le coach égyptien de « l'Entente » a sans doute sonné l'alarme pour réveiller ses joueurs.
En vain, et sans aucune réaction, « les aigles des hauts plateaux » encaisseront, coup sur coup, deux autres buts de Yacine Aliane à la 62ème minute et de Mohamed Souibaah à la 73ème minutes, qui scelleront le sort des « noir et blanc » au profit des « lions du Chellif», avec un quatre-zéro sans appel au tableau d'affichage. L'ASO remonte à la quatrième place du tableau, tandis que l'ESS perd deux places au classement général et se retrouve à la sixième marche.

USM Khenchela 2 HB Chelghoum Laid 0 : 1ère khenchelie...
Un duel de mal classés remporté par l'USM Khenchela, sur le résultat de deux buts à zéro.
Première victoire des « Ciskaoua », menés par leur attaquant Sofiane Bayazid qui inscrit un joli doublé en moins de cinq minutes (31ème et 36ème). Puis rien mais trois précieuses unités.

NC Magra 1 JS Saoura 0 : une autre pour le NCM
Première victoire du NC Magra cette saison, qui s'offre la tête de la JS Saoura, à domicile. L'unique but du match est survenu à la 59ème minute, de la part du défenseur du « NCM » H'mida Salah.

MC El Bayadh 0 JS Kabylie 0 : un nul blanc, des regrets
Le MC El Bayadh accroche la JS Kabylie. Désillusion pour les « Lions du Djurdjura » qui ratent une occasion de confirmer et de s'offrir leur première victoire en championnat après leur victoire en Ligue des Champions africaine. Bloquée en bas du tableau, la JSK est classée à l'avant dernière marche, tandis que le MCEB est confortablement placée à la 5ème place du classement.

R.A

Les résultats des Rencontres disputées samedi 24 septembre 2022 :
RC Arbaa :(2) M.Tayeb (06) A.Zaouche (10) - US Biskra :(0)
CS Constantine :(0) - MC Oran :(0)
ASO Chlef:(4) J.Aguieb(18) T.Addadi (25) Y.Aliane (61) M.Souibah(73)-
ES Sétif :(0)
NC Magra :(1) H.Salah (59)-
JS Saoura :(0)
MC El Bayedh :(0) - JS Kabylie :(0)
USM Khenchela :(2) S.Bayazid
(31 et 36)- HB Chelghoum Laid :(0)

Matchs reportés :
USM Alger – Paradou AC
CR Belouizdad – Mouloudia d'Alger

LIVERPOOL :

Bennacer dans le viseur

LES REDS voudraient s'offrir Ismaël Bennacer, le milieu de terrain international algérien de l'AC Milan.
Liverpool souhaite recruter le maitre à jouer de l'AC Milan Ismaël Bennacer et est "prêt" à lui offrir un salaire de 4 millions d'euros par an, selon les derniers échos qui émanent d'Italie.
La chaîne Sport Mediaset affirme que les champions d'Italie espèrent conserver dans leurs rangs le meilleur joueur de la CAN 2019 mais que ce dernier a jusqu'à présent "rejeté" toutes leurs offres. Ils précisent aussi que Liverpool est "disposé", de son côté, à satisfaire ses exigences pour le faire venir à Anfield.
L'ancien tourangeau (24 ans) a rejoint l'AC Milan en 2019 et est actuellement sous contrat jusqu'en 2024. Il faisait partie d'un certain nombre de "cibles" du milieu de terrain liées à Liverpool cet été, mais les approches en ce sens n'ont pas abouti. Bennacer a déjà évolué en Angleterre par le passé. Après avoir percé chez les jeunes en France, il a rejoint Arsenal lors des dernières années de Wenger.
Le Fennec n'a cependant pas réussi à y tirer son épingle du jeu, ne disputant qu'un seul match de League Cup avec l'équipe première. Avec Liverpool, il pourrait avoir la possibilité de découvrir enfin la Premier League.

CHAN 2022 - TIRAGE AU SORT :

le compte à rebours est enclenché

DANS MOINS d'une semaine, 17 nations africaines rejoindront le pays hôte, l'Algérie, dans la capitale Alger, pour le tirage au sort officiel du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN), compétition réservée au football-leurs locaux, prévu le samedi 1er octobre en présence des légendes du football africain.
Le tirage au sort sera effectué à l'Opéra d'Alger à 19h00 heure algérienne (18h00 GMT, 20h00 heure du Caire, 21h00 heure d'Afrique de l'Est) avec une diffusion en direct sur de nombreuses plateformes parmi lesquelles les partenaires TV de la CAF et les pages digitales de la CAF, indique la CAF.
Au rang des invités, des entraîneurs, des légendes ainsi que les hauts responsables des pays membres participants.
L'Algérie deviendra la septième nation à accueillir le Championnat d'Afrique des Nations l'année prochaine au cours de l'évènement programmé du 13 janvier au 04 février 2023.
Ce sera également le sixième pays à accueillir à la fois le CHAN et la Coupe d'Afrique des Nations, rejoignant ainsi le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Maroc, l'Afrique du Sud et le Soudan qui ont chacun accueilli les deux tournois masculins seniors de la CAF.
Sur les 18 équipes, seul Madagascar fait ses débuts dans la compétition, devenant ainsi la 32e nation différente à se qualifier pour le tournoi.
La RD Congo et l'Ouganda ont tous deux atteint leur sixième phase finale du CHAN, pour les Ougandais, il s'agit de leur sixième qualification consécutive après avoir raté la compétition en 2009, tandis que la RDC n'a manqué qu'un seul tournoi en 2018. Cinq autres pays, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Libye, le Mali et le Maroc, participent à leur cinquième phase finale.

Histoire du CHAN (Hôtes et performances) :
1. Côte d'Ivoire 2009 (phase de groupe)
2. Soudan 2011 (Troisième place)
3. Afrique du Sud 2014 (phase de groupe)
4. Rwanda 2016 (Quarts de finale)
5. Maroc 2018 (Champions)
6. Cameroun 2020 (Quatrième place)
CHAN : Anciens vainqueurs
1. RD Congo - 2009
2. Tunisie - 2011
3. Libye - 2014
4. RD Congo - 2016
5. Maroc - 2018
6. Maroc - 2020.

U20 ALGÉRIE – SOUDAN (5 – 0) :

Des petits verts en balade

DANS LE CADRE de sa préparation pour les éliminatoires de la CAN TotalEnergie – Egypte 2023, la sélection nationale des moins de 20 ans s'est largement imposée, vendredi 23 septembre 2022, face au Soudan (5 à 0), au stade Omar Benrabah de Dar El Beida. Très disputé, le duel algéro-soudanais a donné lieu à un spectacle intéressant entre deux équipes au style de jeu différents qui a enfin de compte souri à l'Algérie. La première occasion du match est soudanaise quand sur un corner, OUANNAS, le gardien de but des Verts a dégagé le cuir d'un attaquant adverse qui a heureusement été complétement son tir. La riposte algérienne intervient rapidement et sera récompensée par une réalisation signée CERVENTES sur une passe d'ADJAOUDI (20′). Cinq minutes plus tard, les Verts enchaînent par un 2ème but marqué par JORES RAHOU après une en passe en retrait de BABAI. Et, comme l'appétit vient en mangeant, CERVENTES aggrave le score pour les Verts peu avant la pause. Au retour des vestiaires, les Verts poursuivent leur domination et parviennent à pousser la défense soudanaise à marquer contre son camp (55′). Avec quatre buts d'avance, l'équipe soudanaise semble baisser les bras, ce dont profitera LACETTE pour procéder à plusieurs changements afin de faire tourner l'effectif et donner du temps de jeu à chacun. Le rythme baissera d'un cran, même si l'équipe nationale garde la main sur la partie. Alors qu'on s'achemine sur cette facile victoire, HOUARI obtient un penalty qu'il transforma à la toute dernière seconde du match portant ainsi le résultat à (5 à 0). Cette première sortie, a été fructueuse face au Soudan, un adversaire que les jeunes Verts croiseront de nouveau ce lundi avant la clôture du stage.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:55	12:22	15:46	18:24	19:43
CONSTANTINE	05:01	12:28	15:52	18:30	19:48
ALGER	05:13	12:40	16:04	18:42	20:01
OUARGLA	05:11	12:34	15:58	18:36	19:52
CHLEF	05:23	12:46	16:11	18:48	20:06
MOSTAGANEM	05:28	12:51	16:16	18:53	20:11
ORAN	05:31	12:55	16:20	18:57	20:15

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7401 – LUNDI 26 SEPTEMBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	20°
Oran	25°	18°
Constantine	23°	15°
Ouargla	35°	21°

MÉDÉA

Début de l'opération de recensement

Le coup d'envoi de l'opération de recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a été donné hier par le SG de la wilaya de Médéa, Messaoud Boularès, accompagné de la directrice technique à l'Office national des statistiques (ONS), Lakehal Amel, en présence des autorités locales et des services de sécurité.



Dans son intervention, le SG de wilaya indiquera que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de l'opération afin que celle-ci soit terminée dans les délais prescrits, soit une durée de deux semaines. Pour ce faire, dira-t-il, l'administration a réquisitionné plus de 400 véhicules pour les besoins de déplacement des agents recenseurs et des contrôleurs pour leur permettre de sillonner le vaste territoire de la wilaya sans aucune contrainte. Ainsi, ce sont quelque 1405 agents recenseurs et contrôleurs qui sont, depuis hier, sur le terrain où ils doivent procéder au remplissage d'un questionnaire comportant différentes rubriques inhérentes aux caractéristiques des ménages (données sociodémographiques et économiques pour chaque membre du ménage (identification des membres du ménage, nuptialité, fécondité des femmes non célibataires, mobilité et migration, éducation et scolarité, utilisation des technologies de l'information et de la communication...) et aux caractéristiques relatives au parc logement (logements occupés, inoccupés, secondaires, non encore livrés, abandonnés, logements à usage professionnel, commodités et équipement du ménage...). Dans sa déclaration, la directrice technique à l'ONS a rappelé que la phase de préparation de l'opération a commencé en 2019 au niveau de toutes les communes du pays par le lancement des travaux de cartographie et de préparation du dossier technique et la formation des formateurs, contrôleurs et agents recenseurs sous la supervision de l'ONS. «Pour les besoins de la phase d'exécution de l'opération, il a été procédé au recrutement de pas moins de 53.000 agents recenseurs et contrôleurs et plus de 2400 formateurs, encadrés par 84 superviseurs techniques et l'accompagnement par des ingénieurs statisticiens de wilaya et des délégués communaux». Plusieurs véhicules mobilisés pour les besoins de l'opération ont été aperçus à travers les districts désignés aux agents recenseurs au niveau du chef-lieu de wilaya, des véhicules arborant une affiche sur laquelle est porté le slogan retenu pour le 6e RGPH: «Nous recensons notre présent pour construire notre avenir».

De Médéa, Nabil B.

Publicité